



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Février 2026

Sommaire

Focus – Transports	3
Faits saillants	4
POLOGNE	4
HONGRIE.....	8
TCHÉQUIE	10
SLOVAQUIE.....	14
LITUANIE	18
LETTONIE	20
ESTONIE.....	21
Agenda.....	24

141 Mt

**nombre record de
marchandises
transbordées dans les
ports polonais en 2025**

Focus – Transports

Pologne : forte hausse des passagers et record historique du fret en trafic aérien en 2025

Les aéroports polonais ont accueilli environ 65 M de passagers en 2025, soit une hausse d'environ 10 % sur un an. L'aéroport Chopin de Varsovie a enregistré près de 24 M de voyageurs l'année dernière, soit environ 13 % de plus qu'en l'année record 2024. La croissance a concerné non seulement le trafic de passagers, mais aussi le fret : l'aéroport a traité plus de 137 000 t de cargo, en hausse de 17 % en g. a., établissant ainsi un nouveau record historique.

Pologne : record historique de transbordements de conteneurs dans les ports polonais en 2025

En 2025, près de 3,9 M d'EVP (équivalents vingt pieds) ont été transbordés dans les ports polonais — un record historique pour le pays. Cela représente 0,5 M d'EVP de plus qu'en 2024, qui était déjà une année record. Tous les terminaux à conteneurs en Pologne ont enregistré des hausses. Gdańsk a progressé de 23,4 %, Gdynia de 5,27 %, et Szczecin de 44,1 %.

Hongrie : trafic ferroviaire en hausse et nette amélioration de la ponctualité en 2025

En 2025, le réseau ferroviaire public hongrois a enregistré 1,1 Md de voyages, en hausse d'environ 10 % par rapport à 2024, soutenue par le déploiement de produits tarifaires intégrés intermodaux. La ponctualité des trains voyageurs s'est nettement améliorée : 81,35 % des trains sont arrivés avec moins de 6 minutes de retard (78,5 % en 2024) et seulement 3 % ont dépassé 20 minutes de retard (5,9 % en 2024).

République tchèque : l'aéroport de Prague retrouve son niveau record d'avant-Covid en 2025

En 2025, l'aéroport de Prague a accueilli 17,75 M de passagers, en hausse de 8,5 % par rapport à 2024 (bien au-delà de la moyenne européenne de 4,5 %), atteignant le niveau record d'avant Covid (17,8 M en 2019). La part des passagers transportés par les compagnies low-cost était de 45 %. L'aéroport s'est fixé comme objectif d'atteindre 18,9 M de passagers en 2026.

Slovaquie : records historiques de trafic pour les aéroports de Košice et Bratislava en 2025

En 2025, l'aéroport de Kosice a été fréquenté par 827 798 passagers, en croissance de 12,5 % en g.a. (et de 48,3 % par rapport à l'année pré-Covid 2019). L'aéroport de Bratislava a été fréquenté par 2 438 215 passagers, en hausse de 25 % en g.a. (et de 6,5 % par rapport à l'année pré-Covid 2019), soit un nouveau record historique.

Faits saillants

POLOGNE

Nominations

Le 28 janvier, Zbigniew Prus, président de la société PKP Cargo Service, a été nommé président de PKP Cargo. Il a pris ses fonctions le 2 février.

Le 19 janvier, Bartłomiej Kowalski, directeur du bureau des finances et de la comptabilité de l'Agence Polonaise de la Navigation Aérienne (PAŻP), a été nommé vice-président chargé des affaires financières et administratives. Il supervisera le bureau des services administratifs, le bureau des finances et de la comptabilité ainsi que le bureau des achats.

Le 15 janvier, Robert Koźlak a été nommé au poste d'Inspecteur Général du Transport Routier par intérim. Auparavant, il était directeur du Bureau de la circulation routière au sein du Commandement général de la police à Varsovie.

PGE a nommé Dariusz Lubera à la tête du groupe. Ancien président de Tauron Polska Energia (2008-2015), Lubera apporte plus de 40 ans d'expérience dans le secteur énergétique. Sa nomination marque le début d'une nouvelle phase stratégique pour PGE, confrontée à la baisse de rentabilité du charbon, aux défis des investissements dans le gaz et à la nécessité d'arbitrer entre offshore, nucléaire et diversification des approvisionnements. Une mise à jour de la stratégie du groupe est attendue dans les prochains mois.

Énergie

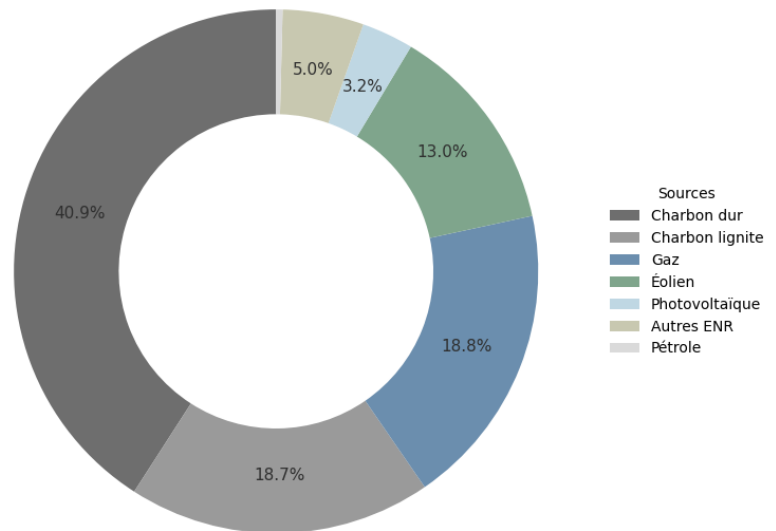
Le Ministère du Climat et de l'Environnement a transmis 98 remarques au projet de Plan national énergie et climat (*KPEiK*) révisé par le ministère de l'Énergie. Elles portent notamment sur des prévisions de prix de l'électricité jugées trop élevées, un manque d'ambition en matière d'EnR (en particulier l'éolien offshore), un rythme de transition insuffisant par rapport aux objectifs de l'UE, ainsi qu'une dépendance accrue aux importations de biomasse. Malgré ces critiques, le ministère du Climat et de l'Environnement ne souhaite pas bloquer l'adoption du *KPEiK*, afin de permettre sa transmission rapide à la Commission européenne, tout en se réservant la possibilité de formuler de nouvelles observations lors des prochaines étapes gouvernementales.

- réglementation

Les ministères polonais de l'Énergie, de la Défense et de l'Agriculture ont transmis leurs remarques au projet de révision de la loi sur les EnR, reprenant les principales dispositions de la « loi éolienne » précédemment rejetée par le président. Les commentaires portent notamment sur la création de fonds de participation au bénéfice des riverains des parcs éoliens, des ajustements des règles de soutien financier en cas de prix négatifs de l'électricité, ainsi que sur les contraintes d'urbanisme et de sécurité militaire. Globalement, ces observations ne remettent pas en cause le cœur du texte, laissant entrevoir une poursuite relativement fluide des travaux législatifs, sous réserve de la position finale du chef de l'État.

Janvier 2026 a mis en évidence la dépendance du système électrique polonais aux sources conventionnelles en période hivernale. Face à une demande élevée, les centrales au charbon ont assuré près de 60 % de la production, tandis que le gaz a renforcé son rôle d'appoint. Les énergies renouvelables, notamment l'éolien, sont restées fortement dépendantes des conditions météorologiques, illustrant les défis de la transition en hiver.

Mix de production d'électricité – Pologne (janvier 2026)



- électricité

Le 3 février, le réseau polonais a battu ses records historiques de demande (27,7 GW) et de production (29,8 GW). Malgré ces pics, le système a fonctionné de manière stable et a même permis des exportations d'électricité, confirmant sa robustesse face à des conditions climatiques extrêmes.

- hydrogène

Orlen a signé avec trois entreprises finlandaises des accords de coopération portant sur la production et la fourniture d'hydrogène renouvelable ainsi que de ses dérivés. Il s'agit des sociétés ABO Energy Suomi, Nordic Ren-Gas et VolagHy Kuopio SPV. Ces accords doivent garantir à Orlen des approvisionnements en hydrogène renouvelable pendant la période de hausse de la demande prévue dans les années à venir. Outre les livraisons d'hydrogène en provenance de Finlande, le groupe envisage également son stockage à grande échelle dans des cavités salines sur le territoire national. L'importation d'hydrogène depuis la Finlande doit constituer pour Orlen un complément à sa propre production, et non un substitut : le groupe construit un portefeuille d'approvisionnements pour une période où la demande en hydrogène bas carbone augmentera plus rapidement que les capacités nationales d'électrolyse.

- nucléaire

Arabelle Solutions a été retenue pour fournir les turbines de la première centrale nucléaire polonaise de Choczewo. Le choix, annoncé par Bechtel et validé par l'investisseur public Polskie Elektrownie Jądrowe (PEJ), prévoit une turbine pour chaque réacteur AP1000, avec une première livraison d'ici sept ans. Le contrat ouvre la voie à d'autres appels d'offres, notamment pour l'îlot nucléaire piloté par Westinghouse.

Polska Grupa Energetyczna (PGE) voit son rôle se renforcer dans le programme nucléaire polonais, alors que le gouvernement accélère les travaux sur la deuxième centrale nucléaire du pays, après Choczewo. PGE pilote les discussions avec les fournisseurs de technologies (États-Unis, France, Canada) et pourrait devenir co-investisseur du projet, notamment via une coopération avec Polskie Elektrownie Jądrowe (PEJ). En parallèle, le groupe poursuit des études de localisation à Bełchatów et Konin, confirmant son ambition de jouer un rôle central dans le développement du nucléaire civil en Pologne.

- gaz

Gaz-System accélère la modernisation de ses infrastructures pour répondre à la hausse de la demande et renforcer son rôle régional ; mise en service de deux FSRU près de Gdańsk à partir de 2028, extension du réseau de gazoducs et augmentation des capacités d'exportation vers l'Ukraine, accompagnées d'une baisse des tarifs d'importation depuis l'Allemagne. Début 2026, les exportations vers l'Ukraine seront temporairement renforcées afin de tester le potentiel commercial des échanges et soutenir la sécurité énergétique ukrainienne.

Parallèlement, TAURON Polska Energia a lancé un appel d'offres pour une île de turbines OCGT destinée à une nouvelle unité à gaz sur le site de Elektrownia Jaworzno III, afin d'accroître la flexibilité et la sûreté du système électrique face à la montée des énergies renouvelables.

- chauffage

Dalkia Polska Solutions lance un important investissement de modernisation du chauffage urbain à Koszalin, avec la construction d'une nouvelle centrale de cogénération au gaz. Réalisé pour l'opérateur local Miejska Energetyka Ciepła, le projet vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement énergétique tout en réduisant les émissions de CO₂. La mise en service de l'installation est prévue à l'horizon 2027.

Environnement

Le plan financier du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) pour l'année 2026 prévoit un soutien à hauteur de 35,33 Mds PLN (8,3 Mds€) aux bénéficiaires, tels que les communes, les entreprises communales, les sociétés et les particuliers pour le financement des projets liés à la transition énergétique. C'est une hausse du budget de 12 Mds PLN (2,8 Mds€) par rapport à l'année dernière. Le soutien le plus important à hauteur de 7,6 Mds PLN (1,8 Md€) sera alloué au programme « Czyste Powietrze » (Air pur) qui finance le remplacement de chauffage polluants et la modernisation thermique des maisons individuelles.

- émissions

Selon le dernier rapport du Centre national de l'équilibrage et de la gestion des émissions (KOBiZE), en 2025, la Pologne a vendu au total 52,532 M de quotas d'émission de CO₂ (EUA), pour un montant de 3,851 Mds€ de recettes. Sur la période 2013-2025, la vente de 851,366 M de quotas a permis à la Pologne d'atteindre un revenu cumulé de 31,585 Mds€.

- adaptation au changement climatique

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a lancé l'appel à candidatures pour la troisième édition du programme « Adaptation au changement climatique » dans le cadre des Fonds européens pour la Pologne orientale 2021-2027. L'enveloppe de cette édition du programme s'élève à 210 M PLN (50 M€). Le soutien est destiné aux collectivités territoriales de la Pologne orientale – villes et communes répondant aux critères du programme, y compris les villes moyennes (de 20 000 à 100 000 habitants), les communes thermales ainsi que certaines villes de la voïvodie de Podlachie comptant plus de 10 000 habitants.

Infrastructures routières et ferroviaires

La Pologne accélère ses investissements dans les infrastructures terrestres. Sur les routes, près de 290 km de nouvelles sections sont attendus en 2026, avec des élargissements, contournements et axes structurants, pour un portefeuille total de 550 km en appels d'offres (environ 5,47 Mds€). Côté ferroviaire, la modernisation du réseau se poursuit avec

7,14 Mds€ de contrats prévus en 2026, ainsi que de nombreux projets de rénovation de gares afin d'améliorer les capacités, la sécurité et le confort des voyageurs. Les appels d'offres sont organisés en lots variés pour faciliter l'accès aux entreprises de toutes tailles.

- Port Polska (ex CPK)

Centralny Port Komunikacyjny (CPK) et Polskie Sieci Elektroenergetyczne (PSE) ont signé des contrats d'une valeur de plus de 10,94 M€ pour raccorder deux postes de traction au réseau électrique, afin d'assurer l'alimentation en énergie de la future ligne de KDP Warszawa–Łódź. Ces installations permettront l'utilisation d'un système électrique moderne (2x25 kV), autorisant la circulation des trains jusqu'à 350 km/h, et marquent une étape importante dans le développement du réseau ferroviaire à grande vitesse en Pologne.

Transport

Les 16 et 17 février à Varsovie s'est tenue la première réunion des ministres des Transports du Triangle de Weimar (France, Allemagne, Pologne). Les échanges ont porté sur la mobilité militaire – enjeu stratégique dans le contexte géopolitique actuel, la compétitivité et la résilience des systèmes de transport, la défense des intérêts économiques et industriels et le développement de réseaux plus performants et mieux interconnectés.

- ferroviaire

Le transport ferroviaire en Pologne connaît une augmentation marquée du nombre des passagers. En 2025, PKP Intercity, l'opérateur ferroviaire national polonais de longue distance, a transporté 89,2 M de passagers (+13 % sur un an, +31 % sur deux ans) et vise plus de 96 M en 2026, tandis que l'ensemble du marché devrait atteindre 460 M. En 2025, Polregio, le plus grand opérateur ferroviaire en Pologne, a enregistré 102,6 M de voyageurs, soit plus de 281 000 usagers par jour.

NEWAG, fabricant polonais de matériel roulant, et Siemens Mobility ont conclu un accord préliminaire portant sur une coopération potentielle pour la fourniture de 20 rames à grande vitesse à PKP Intercity. Les modalités détaillées de cette coopération éventuelle seront définies dans un accord séparé, dont la conclusion est prévue pour avril 2026.

La société Olavion du groupe polonais Unimot a acquis 60 % des parts de la société ferroviaire allemande RBP-Rheinische Bahnpersonal- und Verkehrsgesellschaft mBH, basée à Siegburg et disposant des autorisations requises sur le marché allemand. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie d'Unimot pour 2024-2028, qui prévoit de doubler les volumes transportés par rapport à 2023 et d'entrer sur des marchés étrangers, notamment la Tchéquie et la Slovaquie.

Pesa Bydgoszcz, fabricant polonais de matériel roulant, a conclu un accord d'investissement portant sur l'acquisition de 100% des actions du constructeur allemand de tramways HeiterBlick, basé à Leipzig. La réalisation des conditions convenues de la transaction est prévue au T1 2026. Cette acquisition marque une nouvelle étape dans l'histoire de PESA et renforce sa position sur le plus grand marché européen du tramway.

- maritime

Le 17 janvier, *Jantar Unity*, nouveau ferry polonais, a été baptisé à Szczecin avant son entrée en service le 20 janvier, reliant Świnoujście à Trelleborg en Suède. Construit en Pologne au chantier naval *Remontowa* à Gdańsk, ce navire moderne de 195 m peut transporter 400 passagers. C'est le premier d'une série de trois ferries hybrides GNL dont les livraisons

s'échelonneront jusqu'en 2028. Son coût, supérieur à 1 Md PLN (235 M€) en fait le plus important investissement réalisé dans ce segment en Pologne depuis plus de vingt-cinq ans.

En 2025, près de 3,9 M d'EVP (équivalents vingt pieds) ont été transbordés dans les ports polonais — un record historique pour le pays. Cela représente 0,5 M d'EVP de plus qu'en 2024, qui était déjà une année record. Tous les terminaux à conteneurs en Pologne ont enregistré des hausses. Gdańsk a progressé de 23,4 %, Gdynia de 5,27 %, et Szczecin de 44,1 %. Bien que Szczecin soit le plus petit terminal et ne dispose pas d'un accès en eau profonde, il a dépassé pour la première fois de son histoire le seuil des 100 000 EVP. En 2025, les ports polonais ont transbordé 141 Mt de marchandises, soit près de 5 Mt de plus qu'en 2024.

- aérien

Les aéroports polonais ont accueilli environ 65 M de passagers en 2025, soit une hausse d'environ 10 % sur un an. L'aéroport Chopin de Varsovie a enregistré près de 24 M de voyageurs l'année dernière, soit environ 13 % de plus qu'en l'année record 2024. La croissance a concerné non seulement le trafic de passagers, mais aussi le fret : l'aéroport a traité plus de 137 000 t de cargo, en hausse de 17 % en g. a., établissant ainsi un nouveau record historique. La majorité des aéroports polonais ont enregistré des fortes augmentations annuelles du nombre de passagers. Une baisse du nombre de passagers a été enregistrée par : l'aéroport de Modlin (-43,5 %), l'aéroport Olsztyn-Mazury (-3 %) et l'aéroport Varsovie-Radom (-28,8 %).

Le gouvernement a adopté un projet de modification de la loi sur l'aviation, qui met en œuvre les dispositions européennes ReFuelEU Aviation, à savoir le règlement 2023/2405 relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable. Conformément au projet, le président de l'Office de l'aviation civile (ULC) exercera les tâches de supervision des compagnies aériennes et des aéroports, examinera les demandes de dérogations temporaires à l'obligation d'utiliser des carburants d'aviation durables (SAF) et imposera des sanctions en cas d'infractions. En revanche, le président de l'Office de régulation de l'énergie (URE) exercera un contrôle sur les fournisseurs de carburants d'aviation.

- routier

La commission des finances publiques de la Diète a émis un avis favorable sur la modification du plan financier du Fonds de développement des transports par autobus de service public pour l'année 2026. Cette année, le gouvernement mobilisera au total 1,235 Md PLN (290 M€) au financement des lignes de bus lancées par les collectivités territoriales, soit 165 M PLN (38 M€) de plus que l'année précédente. L'intérêt des collectivités territoriales pour la mise en place de nouvelles lignes de transport avec le soutien de l'État ne cesse de croître. Le Fonds de développement des transports par autobus de service public est un instrument de soutien financier destiné aux collectivités territoriales chargées de l'organisation des transports en commun.

HONGRIE

Énergie

En raison du grand froid ayant touché le pays, le gouvernement hongrois a annoncé une extension du bouclier tarifaire pour les prix de l'énergie pour janvier 2026. Cette mesure consiste à prendre en charge les coûts supplémentaires de chauffage liés au froid extrême via une réduction d'environ 30 % de la facture de gaz pour la consommation excédentaire due à la vague de froid dont le coût est estimé à environ 50-55 Mds HUF (≈132 – 145 Mds€) financé à partir de l'augmentation de la taxe superprofits des entreprises du secteur

énergétique. Cette remise s'applique automatiquement aux consommateurs de gaz et de chauffage urbain, tandis que les ménages chauffés à l'électricité doivent soumettre une déclaration pour en bénéficier.

Plus d'informations : [Telex](#)

- électricité

En 2025, la consommation d'électricité a légèrement reculé d'environ 0,2 %, à 48,37 TWh, restant en deçà du pic de 2021, malgré une croissance modérée en 2024, signe que l'augmentation structurelle de la demande reste faible. La dépendance aux importations a diminué à 18,6 %, sous l'objectif stratégique de 20 % pour 2030, traduisant une autonomie accrue du système électrique.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

L'énergéticien MVM a lancé à Tiszaújváros la construction d'un système de stockage d'électricité par batteries d'une capacité de 31 MW / 62 MWh en complément d'un projet de centrale à cycle combiné (CCGT) de 1 000 MW sur le même site. L'investissement d'environ 10 Mds HUF (environ 26 M€) est financé à hauteur de 4,2Mds HUF (≈ 11 M€) par des fonds européens et doit être opérationnel d'ici mi-2026.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

- énergies fossiles

En 2025, la production nationale de pétrole brut a atteint 1,17 Mt, soit son niveau le plus élevé depuis le début des années 2000, avec six mois de production supérieure à 100 000 t/mois, une première depuis plusieurs années. La production de gaz naturel a également été dynamique, approchant 2 Mds m³, soit plus de 20 % de la consommation annuelle intérieure, niveau le plus proche d'un sommet depuis 2013.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

Infrastructure

- ferroviaire

En janvier 2026, la Nemzeti Koncessziós Iroda (NKOI) a lancé un appel d'offres pour la concession de construction et d'exploitation d'une liaison ferroviaire directe de 27 km entre Budapest Nyugati et l'aéroport international Liszt Ferenc, incluant une station souterraine à l'aéroport et des infrastructures associées. Le projet, conçu sous forme de concession de 35 ans, prévoit d'exploiter des sections nouvelles et existantes du réseau, avec des critères de sélection fondés sur le coût, l'expertise en PPP et le tarif passager proposé. L'appel d'offres, initialement ouvert avec une date limite de 6 février 2026 à 11 h, a été prolongé de 30 jours, repoussant ainsi la nouvelle échéance de dépôt des candidatures à environ le 8 mars 2026.

Plus d'informations : [International Railway Journal](#)

Transport

- ferroviaire

En 2025, le réseau ferroviaire public hongrois a enregistré 1,1 Md de voyages, en hausse d'environ 10 % par rapport à 2024, soutenue par le déploiement de produits tarifaires intégrés intermodaux. La ponctualité des trains voyageurs s'est nettement améliorée : 81,35 % des trains sont arrivés avec moins de 6 minutes de retard (78,5 % en 2024) et seulement 3 % ont dépassé 20 minutes de retard (5,9 % en 2024). MÁV prévoit de poursuivre ses efforts opérationnels et d'infrastructure afin d'atteindre son objectif de 88 % de ponctualité d'ici 2030.

Plus d'informations : [MÁV](#)

MÁV a signé avec Stadler un contrat pour l'achat de 93 trains GTW d'occasion provenant de la compagnie ferroviaire suisse Turbo pour un montant total d'environ 230 M€. Les

rames modernisées seront livrées entre 2027 et 2034, ajoutant environ 14 000 sièges. Le projet a été attribué sans procédure de passation, soulevant des interrogations sur la transparence.

- fluvial

La vague de froid de janvier 2026 a entraîné un gel important sur le Danube, combinée à un niveau d'eau exceptionnellement bas, conduisant les autorités à restreindre voire interdire temporairement la navigation fluviale sur certains tronçons. Cette situation a perturbé le transport fluvial de marchandises sur la rivière Tisza, deuxième cours d'eau du pays, impactant en particulier les vracs (céréales, charbon, matériaux de construction), avec des effets potentiels sur les chaînes logistiques régionales et les coûts de transport.

Plus d'informations : [Telex](#)

TCHÈQUE

Gouvernance

Jaromír Wasserbauer est nommé directeur général de la Section de protection technique de l'environnement. Ingénieur chimiste formé à l'Université technique de Brno, il s'est spécialisé en sciences des matériaux et en procédés technologiques appliqués à la protection de l'environnement. Il est remplacé au poste de vice-ministre par Pavel Vlček, ancien directeur du Cabinet du ministre, disposant d'une solide expérience dans l'industrie, l'énergie, les télécommunications et la finance, et ayant présidé le Conseil gouvernemental pour le développement durable tchèque.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Energie

- charbon

La dernière mine tchèque de charbon dur CSM exploitée dans la région de Karvina par la société tchèque OKD détenue par l'État, a fermé le 31 janvier, mettant un terme à près de 250 ans d'extraction. OKD prévoit le licenciement de 900 employés avec le maintien d'environ 600 salariés pour conduire la liquidation technique du site sur trois ans. Mise en service en 1968, la mine CSM a extrait 124,3 Mt de charbon dur. En parallèle, OKD indique préparer un nouveau plan d'activités à l'horizon 2050, qui porterait sur la captation et la valorisation du gaz minier.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

L'opérateur du réseau de transport d'électricité CEPS a publié son évaluation des impacts de la fermeture annoncée des centrales au charbon de Pocerady, Chvaletice et Kladno par le groupe Sev.en. Selon ce rapport, la fermeture de Pocerady ne pose pas de risque pour le système électrique. Pour Chvaletice, deux unités devront toutefois rester opérationnelles. Sur cette base, l'Office de régulation de l'électricité (ERU) devra statuer, d'ici 9 mois, sur la poursuite d'exploitation des unités et fixer le niveau de rémunération conformément à la loi sur l'énergie.

Plus d'informations : communiqué [MPO](#), article [Oenergetice](#)

- gaz

La consommation de gaz a progressé de 7 % pour atteindre 79 TWh en 2025, l'ensemble des segments augmentant : +10 % pour les ménages et les petits clients à 26,2 TWh ; +5 % pour les grands et moyens clients à 37,1 TWh. 15 400 nouveaux points de livraison ont été ajoutés au réseau pour desservir les grands et moyens clients industriels.

Plus d'informations : communiqué [GasNet](#)

L'énergéticien national CEZ a finalisé l'acquisition auprès de l'allemand E.ON de Gas Distribution s.r.o.. L'opérateur du réseau de gaz en Bohême-du-Sud et dans une partie de la région de Vysocina sera intégré au groupe GasNet, filiale de CEZ. A l'exception de Prague, CEZ distribuera du gaz sur l'ensemble du territoire tchèque. Gas Distribution exploite 4 600 km de réseau et 111 k points de livraison (2,8 TWh distribués en 2024). GasNet gère pour sa part 65 000 km de réseau, dessert 2,2 M de clients et a distribué 63 TWh en 2025. L'entreprise nouvellement acquise continuera d'opérer sous sa marque actuelle, sans changement pour les clients et les partenaires. L'intégration complète au sein de GasNet est prévue pour 2027.

Plus d'informations : communiqués [CEZ](#) et [GasNet](#)

- électricité

En 2025, la production d'électricité a atteint 71,4 TWh (+3,8 %) après deux années de contraction, portée par une meilleure disponibilité du parc nucléaire et par l'évolution du mix électrique engagée depuis 2023 : (i) le nucléaire (4,04 GW de capacités installées) a représenté 42 % du mix (40,8 % en 2024) avec 30,3 TWh (+8 TWh en g.a), son plus haut niveau depuis la mise en service complète du parc ; (ii) le charbon (7,6 GW de capacités installées) a représenté 33,2 % du mix (35 % en 2024) avec 23,7 TWh, stable sur un an mais en recul de 28,9 % par rapport au pic de 2022 ; (iii) les EnR (10,43 GW de capacités installées) atteignent 18 % de la production (13,1 TWh), contre 14 % en 2024, tirées par le solaire (5 GW installés / 4,7 TWh ; +20,4 %), et par la biomasse (0,5 GW / 2,9 TWh ; + 30,7 %). Le parc de stockage batteries est estimé à 2 GWh (+546 MWh en g.a). (iv) Le gaz (1,4 GW de capacités installées vs 1,24 GW en 2024), a représenté 5 % du mix avec 3,71 TWh produits, soit +6,3 %.

En 2025, la balance commerciale est demeurée excédentaire (+ 7,6 TWh ; +16,7 %) après deux années de recul. Les déficits se sont toutefois creusés avec l'Allemagne (-4 TWh / +50 %) et la Pologne (-0,9 TWh), compensés par les excédents dégagés avec l'Autriche (+8 TWh / +87 %) et la Slovaquie (+4 TWh / +6 %)

Plus d'informations : rapport [Oenergetice](#), [Czech Statistical Office](#), [Frauenhofer Institute Energy Charts](#), communiqué [GasNet](#)

Depuis le 14 janvier 2026, OTE, le gestionnaire de marché de l'électricité et du gaz tchèque et CEPS, l'opérateur du réseau de transport d'électricité, ont étendu la fenêtre de négociation intra-journalière transfrontalière. Les échanges avec l'Allemagne et l'Autriche sont désormais possibles jusqu'à 30 minutes avant la livraison, conformément au Règlement européen 2024/1747. La négociation intra-journalière locale sur la plateforme OTE reste ouverte jusqu'à 5 minutes avant la livraison. Selon OTE et CEPS, cette extension renforce la flexibilité, la liquidité et la stabilité du système, dans un contexte de volatilité accrue et de montée des énergies renouvelables. Les frontières avec la Slovaquie et la Pologne conservent un délai de clôture de 60 minutes, en raison de dérogations demandées par leurs gestionnaires de réseau.

Plus d'informations : communiqué [CEPS](#)

- stockage

L'Autorité tchèque de construction pour les infrastructures de transport et d'énergie (DESU) a approuvé la construction de deux installations de stockage par batteries à Tusimice, portées par les filiales PVE Sever alfa s.r.o. et PVE Sever beta s.r.o. du groupe Czech Energy Parks a.s. Les deux projets totalisent plus de 200 MW de puissance et 400 MWh de capacité, ce qui les placerait parmi les plus grands projets en République tchèque de centrale de stockage par batterie (BESS). Avec ce projet, les capacités de stockage du pays atteindraient alors 2,2 GW.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

Electromobilité

La régulation des émissions des taxis a été adoptée par les conseillers municipaux de Prague. À compter d'août 2026, seuls les véhicules conformes à la norme Euro 6d pourront exercer dans la capitale. La municipalité justifie cette disposition par la croissance rapide du nombre de taxis (16 k en 2024 contre 2 k en 2017) et par le vieillissement du parc âgé de plus de dix ans en moyenne. Les représentants des chauffeurs ont alerté sur cette mesure, qui favoriserait les grandes plateformes. La disposition initiale visant à imposer des taxis électriques ou à hydrogène à partir de 2030 a été rejetée par les élus Spolu et ANO, invoquant le manque d'infrastructures de recharge.

Plus d'informations : article [Enviweb](#)

Environnement

- économie circulaire

Le gouvernement tchèque a approuvé un projet de loi visant à transposer le règlement européen sur l'éco-conception des produits durables. Le texte élargit le champ des exigences, jusqu'ici limitées à la consommation d'énergie, pour intégrer la durée de vie, la réparabilité, la recyclabilité et l'empreinte environnementale des produits. Le ministère de l'Industrie et du Commerce souligne que la loi n'ajoute aucune obligation supplémentaire par rapport au cadre européen. Afin de respecter le calendrier européen, le gouvernement vise une adoption en première lecture à la Chambre des députés.

Plus d'informations : communiqué [MPO](#)

- eau

Le ministère de l'Environnement suit de près la pollution par boues survenue dans la rivière Dyje. La gestion opérationnelle de l'incident est assurée par l'autorité des eaux de la ville de Znojmo avec l'appui de l'Inspection environnementale tchèque (ČIŽP), du Service d'incendie, de l'administration du parc national de Podyjí et du bassin de la Morava. L'accident a entraîné une dégradation temporaire de la qualité de l'eau, notamment dans la zone frontalière, affectant l'approvisionnement en eau potable de la ville autrichienne de Hardegg. Les autorités tchèques et autrichiennes coordonnent le suivi via la Commission des eaux frontalières.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Fonds européens

Le ministère de l'Environnement ouvre un nouvel appel du Programme opérationnel Environnement 2021-2027, doté de 330 M CZK (~13,6 M€), afin de financer des projets de rétention d'eau et de verdissement à Prague et dans six régions en transition (Vysocina, Bohême centrale, Pilsen, Bohême du Sud, Moravie du Sud). Les subventions couvriront le financement d'aménagements naturels visant à ralentir le ruissellement, à stabiliser le régime hydrique, à réduire l'érosion et à améliorer le micro-climat urbain. L'appel n° 104 est ouvert du 28 janvier au 30 juin 2026, avec un financement pouvant atteindre 100 % des coûts éligibles. Depuis 2021, plus de 370 projets similaires ont été soutenus pour plus de 1,5 Md CZK (60 M€).

Plus d'informations : communiqué [MZP](#), [appel n°104](#)

Transports et infrastructures

L'autorité de financement des projets d'infrastructures SFDI disposera en 2026 d'un budget record de 169,3 Mds CZK (6,9 Mds€), en hausse de 5,6 % par rapport à 2025. La Direction des routes et des autoroutes disposera de plus de 81,1 Mds CZK (3,3 Mds€), le gestionnaire des infrastructures ferroviaires de 72,2 Mds CZK (2,9 Mds€). Près de 25,3 Mds CZK

(≈1,04 Md€), soit 15 % du budget alloué, proviennent des fonds européens et 119,5 Mds CZK (4,93 Mds€) (71% du budget alloué) sont consacrés aux investissements.

- ferroviaire

Malgré la hausse du budget 2026 du gestionnaire ferroviaire Správa železnic, les travaux préparatoires de nombreux projets devront ralentir, par exemple les préparatifs pour la mise en place de l'ETCS sur les lignes hors corridors ou pour la LGV Prague-Wroclaw. Parmi les chantiers dont la préparation ou le lancement doivent être reportés figurent les lignes Kolín – Děčín, Přerov – Ostrava, Plzeň – Domažlice dans la partie frontalière, Praha – Mladá Boleslav – Liberec, Ústí nad Labem – Cheb et České Budějovice – Plzeň. Les priorités portent sur la modernisation du réseau (dont liaison Kladno-aéroport de Prague), l'augmentation de la capacité sur les corridors principaux RTE-T, l'électrification et la mise en place du système de sécurité ETCS sur les lignes à forte intensité de trafic.

L'Administration ferroviaire tchèque, Správa železnic (SZ), a confirmé la nomination au 1^{er} février de son nouveau Directeur général, M. Tomáš Tóth (ancien DG ČD Cargo). Cette nomination fait suite aux remaniements du Conseil d'administration de SŽ qui est désormais présidé par Martin Kolovratník (ANO). Le rôle du conseil dans les décisions stratégiques et d'investissement sera renforcé afin de pouvoir approuver les contrats dépassant 8 M€ et d'exercer un contrôle contraignant sur les grands projets d'investissement et opérationnels.

Le poids de l'activité de fret ferroviaire a représenté 29,7 Mds t-km brutes en 2025, soit une baisse de 5 % par rapport à 2024 et le pire résultat des dix dernières années. Le déclin est principalement dû aux changements structurels de l'industrie européenne avec une diminution considérable des volumes de charbon et de fer transportés, le seul segment connaissant une croissance significative est le transport de conteneurs. Le nouveau ministre des Transports, Ivan Bednárik, souhaite soutenir ce secteur par la réduction des prix de l'électricité de traction et par l'introduction d'un péage routier national pour les camions.

L'opérateur ferroviaire national, České dráhy, a remporté l'appel d'offres pour les services de transport de passagers sur le plus grand lot opérationnel (4,86 M de train-km) comprenant trois lignes principales de Moravie : R8 Brno-Ostrava-Bohumín, R12 Brno-Olomouc-Jeseník et R13 Brno-Břeclav-Olomouc) entre 2028 et 2034. Les lignes R12 et R13 continueront d'être exploitées par České dráhy. Sur la ligne R8 le transporteur national remplacera l'opérateur privé RegioJet qui l'exploite depuis 8 ans. La valeur du contrat s'élève à 8,53 Mds CZK (~0,35 Md€).

Pour soutenir son expansion en Europe centrale, RegioJet a lancé l'un des plus importants appels d'offres de matériel roulant sur le marché tchèque, visant à acquérir jusqu'à 200 unités multiples électriques à batteries. Le contrat, d'une valeur estimée à 37 Mds CZK (~1,5 Md€) comprenant la maintenance pour 15 ans, est divisé en trois parties : (i) 125 (+25 options) unités à batterie BEMU 121-150 ; (ii) 7 unités (+ 3 options) BEDMU 180 et (iii) 22 unités électriques (+8 en option) EMU 121-150 et 6 (+4 en option) unités EMU 230.

L'opérateur national České dráhy a lancé deux appels d'offres pour acquérir jusqu'à 120 unités multiples électriques à batterie (BEMU) pour ses services régionaux de transport de passagers avec des accords-cadres couvrant jusqu'à 40 unités BEMU 130 et jusqu'à 80 unités BEMU 135.

L'opérateur privé Léo Express (RENFE) cherche de son côté 11 trains à batterie pour les services ferroviaires dans la région de Pardubice. Le contrat inclura également une option pour la livraison de jusqu'à 30 unités supplémentaires. Le prix estimé du contrat est de 8 Mds CZK (~33 M€).

En 2025, Léo Express a enregistré une performance remarquable en termes de fréquentation avec un nombre de passagers transportés dépassant 4,5 M, en hausse de 19,2 % sur un an. Cette croissance s'inscrit dans la continuité de résultats déjà très positifs

de 2024, lorsque Leo Express avait doublé ses chiffres de fréquentation (3,8 M de voyageurs), tout en générant des revenus consolidés supérieurs à 40 M€. Le nombre de train-km parcourus par le transporteur en 2025 a augmenté de 7,9 % pour atteindre 4,9 M. En 2026, de nouvelles liaisons vont être lancées : Cracovie-Varsovie à partir du 1^{er} mars, Prague-Bratislava à partir du 30 avril et Przemyśl - Dresde - Francfort en juin.

- routier

Le système de péages routiers a généré en 2025 des revenus record de 19,1 Mds CZK (~777 M€) en hausse de 11 % par rapport à 2024. Le transport national en a réalisé 47 %, les poids lourds étrangers représentaient 53%. Le total des routes soumises à péage s'élève à 2 915 km (1 545 km d'autoroutes et 1 370,5 km de routes de 1^{ère} catégorie).

- aérien

En 2025, l'aéroport de Prague a accueilli 17,75 M de passagers, en hausse de 8,5 % par rapport à 2024 (bien au-delà de la moyenne européenne de 4,5 %), atteignant le niveau record d'avant Covid (17,8 M en 2019). La part des passagers transportés par les compagnies low-cost était de 45 %. Parmi les 194 destinations desservies depuis Prague par les 84 compagnies aériennes, Londres, Paris et Amsterdam sont de nouveau les plus fréquentées. L'aéroport s'est fixé comme objectif d'atteindre 18,9 M de passagers en 2026.

L'Autorité du contrôle de navigation aérienne ŘLP a enregistré en 2025 au total 769 039 mouvements d'aéronefs dans l'espace aérien tchèque, en hausse de 8 % par rapport à 2024. Le plus grand client en termes de vols était tout comme en 2023 et en 2024 la compagnie aérienne Ryanair, suivie par Wizz Air et Lufthansa. Le niveau de retard a atteint 0,09 minute par vol effectué, tandis que l'objectif de la Tchéquie était de 0,19 minute par vol effectué.

SLOVAQUIE

Guerre en Ukraine

Le 26 janvier, lors du Conseil de l'UE « affaires générales », la Slovaquie et la Hongrie ont voté contre l'interdiction progressive des importations de gaz russe d'ici l'automne 2027. Selon le secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères et européennes, Marek Estok, qui au nom du pays a voté contre, la Slovaquie soutenait l'effort européen commun pour une diminution progressive de la dépendance aux importations des combustibles fossiles. Pour autant, selon lui, cet effort doit prendre en considération les spécificités géographiques, d'infrastructure, et économiques des pays les plus touchés ainsi que les contraintes juridiques existantes. La Slovaquie a voté contre en raison des impacts négatifs attendus sur l'économie et les finances, ainsi qu'en raison des effets potentiellement défavorables sur la sécurité des livraisons de gaz. La Slovaquie a également joint à sa position une déclaration écrite pointant l'absence des terminaux GNL vu qu'il s'agissait d'un pays sans accès à la mer. D'après le ministre des Affaires étrangères et européennes, Juraj Blahar, la Slovaquie s'adressera à la Cour de Justice de l'UE pour initier une procédure visant la suppression du règlement REPowerEU sur l'interdiction des importations des énergies russes.

Énergie

- électricité

Les autorités slovaques cherchent à aider les entreprises les plus énergivores. Fin janvier 2026, la vice-première ministre et ministre de l'Economie chargée également du secteur énergétique, Denisa Sakova a annoncé une nouvelle aide dont le schéma est en cours des

négociations avec la Commission européenne pour que cette dernière l'autorise. La ministre prévoit le refinancement de 25 % des coûts de fourniture d'électricité. En parallèle, les entreprises doivent s'engager au réinvestissement de 50 % de cette subvention, principalement dans les projets de décarbonation et de renforcement d'efficacité énergétique. En outre, les entreprises qui bénéficient d'ores et déjà des ressources du Fonds environnemental ne sont pas éligibles à ce programme de soutien. Enfin, la ministre a évoqué le dispositif français ARENH (accès régulé à l'électricité nucléaire historique) dont elle aimerait s'inspirer pour un déploiement éventuel en Slovaquie au moment où la nouvelle centrale nucléaire verra le jour dans le pays. En effet, un tel système permet à l'industrie de se procurer une partie de l'électricité, sans passer par la bourse.

L'autorité de régulation des services publics, ÚRSO, prévoit de proposer à tous les consommateurs une tarification dynamique de l'électricité, comme alternative au dispositif actuel de tarifs fixes. Par ce biais, l'Autorité veut permettre aux ménages et aux petites entreprises de diminuer activement leurs coûts, en transférant leur consommation vers des « heures creuses » disposant d'une tarification plus avantageuse.

- nucléaire

Lors de son déplacement aux Etats-Unis les 16-17 janvier, le Premier ministre slovaque, Robert Fico a signé un accord intergouvernemental (AIG) avec le secrétaire d'Etat à l'Énergie des Etats-Unis Chris Wright, portant sur la future coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire. Pour mémoire, la Slovaquie prévoit la construction d'une nouvelle centrale nucléaire de grande puissance 1 200 MW, à Jaslovské Bohunice, pour coût total estimé à 12-15 Mds€ et les autorités slovaques privilégient à ce stade la société américaine Westinghouse, tout en restant ouvertes à un consortium international. Le texte de l'accord en version slovaque et anglaise est disponible ici : <https://www.slov-lex.sk/ezbierky/pravne-predpisy/SK/ZZ/2026/5/20260123>

29 janvier, le gouvernement slovaque a nommé Robert Zsembera, secrétaire d'Etat au ministère de l'Éducation, au poste nouvellement créé de plénipotentiaire du gouvernement pour le développement des ressources humaines dans le secteur nucléaire. Robert Zsembera aura principalement pour tâche de coordonner les activités éducatives avec les représentants des secteurs universitaires, public et privé.

Mi-janvier, le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne (groupe tchèque EPH), a présenté son étude de faisabilité relative aux SMR de 300 MW (au maximum), dans le cadre de son projet « Phoenix ». Ce projet est soutenu par le programme américain FIRST (Foundational Infrastructure for Responsible Use of Small Modular Reactor Technology). Selon Branislav Strycek, PDG de Slovenske elektrarne, les petits réacteurs modulaires représentent une opportunité stratégique pour la Slovaquie. Ils peuvent renforcer la sécurité énergétique du pays, contribuer à sa décarbonation et apporter de nouveaux investissements dans les régions. Le PDG a souligné que l'étude mettait en exergue la présence des sites adéquats, ainsi que la disponibilité du personnel qualifié et l'expérience du pays avec l'énergie nucléaire. Quatre sites ont été évalués : les deux sites nucléaires de Jaslovske Bohunice et de Mochovce, le site de l'ancienne centrale thermique à l'Est du pays Vojany, ainsi que le site de l'usine métallurgique US Steel à Kosice.

En 2025, Slovenské elektrárne a produit 21 013 GWh d'électricité sans émissions, soit une hausse de 1 % sur un an. Les centrales nucléaires ont produit 17 930 GWh et les centrales hydroélectriques 1 691 GWh. La production nucléaire a augmenté, tandis que la production hydroélectrique a diminué, en raison du faible débit des rivières.

Transport

- routier

Début février, le ministère des Transports a publié dans le Journal officiel de l'UE l'avis de pré-information annonçant un prochain appel d'offres sur la reconstruction complète de 575 ponts sur les routes nationales, à travers tout le territoire slovaque. Le ministère prévoit de passer par un PPP dont la valeur estimée s'élève à environ 3 Mds€.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/74352-2026>

En 2025, la société privée Skytoll, chargée du péage électronique des véhicules utilitaires, affiche des recettes du péage pour 319 M€, en hausse de 25 % en g.a. Pour mémoire, ce péage concerne 8 283 km d'autoroutes et de routes nationales. Cette hausse significative des recettes résulte surtout de l'augmentation des tarifs depuis le 1er juillet 2025, suite à l'entrée en vigueur de la directive européenne Eurovignette qui taxe les émissions de CO₂. Par ailleurs, il s'agit de la première revalorisation des tarifs slovaques, depuis le 1er janvier 2019.

- ferroviaire

Fin janvier 2026, le ministre des Transports, Jozef Raz, en présence du ministre des Transports tchèque, Ivan Bednarik, a présenté la partie slovaque du projet de la ligne de grande vitesse reliant les capitales des pays du V4. Le projet d'un coût global de 3,3 Mds€ consiste en deux étapes : la première (2030-2040) comprend les travaux dans la capitale, dont la construction d'une nouvelle gare ferroviaire Stupava, à proximité de Bratislava (460 M€). D'après le directeur général de la société publique chargée des infrastructures ferroviaires (ZSR), cette première étape devrait coûter 1,4 Md€. Les coûts de la deuxième étape (à finaliser en 2046/2050) s'élèveraient à 1,6 Md€ et comprennent la construction des lignes jusqu'à la frontière avec la Tchéquie, pour permettre aux trains de circuler à 320 km/h. Le directeur général estime les coûts, avec une réserve, à hauteur de 3,3 Mds€. La ligne relierait Bratislava avec Prague en moins de deux heures, et avec Budapest en 102 minutes.

Pour plus d'information : <https://www.zsr.sk/pre-media/vyjadrenie-media/2026/januar/zeleznice-slovenskej-republiky-predstavuju-technicke-riesenie-vysokorychlostnej-trate.html>

L'étude de faisabilité est disponible ici : <https://www.zsr.sk/modernizacia-trati/studie-realizovatelnosti/narodna-studia-uskutocnitelnosti-vrt-v4.html>

Le ministère slovaque des Transports se prépare progressivement à la libéralisation de certaines lignes ferroviaires. Jusqu'à présent, une seule ligne est opérée par un acteur privé (ligne Bratislava – Komarno, par la société tchèque Leo Express). Selon la porte-parole du ministère, il est prévu de lancer, d'ici la fin de l'année 2026, les premiers appels d'offres sur trois lots de lignes régionales : à proximité de Zilina (Nord), Banska Bystrica, Zvolen, Lucenec (toutes au centre), Humenne et Presov (toutes à l'Est du pays).

L'unité analytique du ministère des Finances, unité coûts / efficacité, a publié son évaluation de la mise en place de l'automatisation sur les lignes ferroviaires par l'introduction du système européen moderne de sécurité (ETCS - European Train Control System), tant sur les rails que dans les trains. L'ETCS standardise la signalisation et le contrôle des trains, permettant une augmentation de la sécurité. Selon l'unité coûts / efficacité du MoF, ce système devrait être déployé sur des lignes ferroviaires (rails) avec une fréquentation minimale d'un train toutes les deux heures ; pour un coût de 2,4 Mds€. Par ailleurs, pour le volet équipement des trains, ZSSK (transporteur public de passagers) estime qu'il faudrait équiper 100 trains avec le système ETCS, pour un coût de 70 M€. Un tel investissement nécessite une planification par étapes et une priorisation des projets. Le ministère des Finances rappelle que l'automatisation fait partie des projets de modernisation des rails (dont le rythme habituel est de 14 km de rails modernisés par an). A ce rythme, le déploiement de l'ETCS en Slovaquie serait achevé seulement en 2175, et le corridor Bratislava-Kosice en 2045. Ainsi, les analystes du MoF recommandent une introduction

rapide de l'ETCS pour sa mise en place effective dès 2035 pour le tronçon Bratislava-Kosice – sans attendre la reconstruction complète des rails – et ce, en allouant 96 M€ par an.

Fin janvier, le ministère des Transports a annoncé l'achèvement des plus grands travaux de modernisation autour de Zilina (Nord du pays). Les travaux ont coûté 409 M€ et ont été réalisés par le consortium de Strabag, Eurovia (groupe Vinci), Subterra et AZD Praha. D'après le ministère des Transports, ont été modernisés : 14 km de rails Est-Ouest, 2,3 km de rails Nord-Sud, dix quais, trois passages supérieurs, huit passages souterrains, huit ponts ferroviaires. Le système ETCS faisait également partie des travaux de modernisation. Désormais, les trains peuvent y rouler à 160 km/h, ce qui raccourcit le trajet de dix minutes. Actuellement 300 trains / jour ouvré circulent à travers la gare de Zilina.

- aérien

En 2025, l'aéroport de Kosice a été fréquenté par 827 798 passagers, en croissance de 12,5 % en g.a. (et de 48,3 % par rapport à l'année pré-Covid 2019). Pour la troisième année consécutive, il s'agit d'un record du nombre de passagers. 571 000 passagers ont utilisé des lignes régulières vers dix destinations, notamment Londres (Luton), Vienne, Prague, Londres (Stansted) et Liverpool.

En 2025, l'aéroport de Bratislava a été fréquenté par 2 438 215 passagers, en hausse de 25 % en g.a. (et de 6,5 % par rapport à l'année pré-Covid 2019) soit un nouveau record historique. Pour 2026, le directeur de l'aéroport prévoit un nouveau record, en dépassant 4 M de passagers. En 2025, 28 nouvelles lignes ont été ouvertes, dont 14 par WizzAir et 12 par Ryanair. En outre, en novembre, WizzAir a ouvert à Bratislava l'une de ses bases aériennes pour quatre avions, avec 14 nouvelles lignes en 2025 et 14 autres nouvelles lignes prévues en 2026, portant le total des lignes aériennes depuis Bratislava à 30. Parmi les destinations phares, on compte Londres, Antalya, Hurgada, Milan et Manchester.

Environnement

En décembre 2025, le ministère de l'Environnement a publié sa 7^{ème} « Stratégie de gestion des déchets de la République slovaque jusqu'à 2035 ». Il s'agit du principal document stratégique dans la gestion des déchets dans le pays. En 2024, la Slovaquie a produit 12,7 Mt de déchets, en léger recul par rapport à la moyenne des années 2019-2024 (avec 13 Mt). La production industrielle demeure néanmoins responsable 25 % des déchets. Les déchets municipaux représentent 20 % de tous les déchets et les déchets dangereux 4 %.

On observe des évolutions contrastées selon les secteurs et le type de déchets. Une baisse importante de la production de déchets concerne le secteur de l'extraction et le secteur énergétique, en raison de l'arrêt respectif de l'extraction domestique du charbon et de l'arrêt des centrales thermiques. A contrario, la production de déchets dans la santé a été multipliée presque par 4 (en g.a.), en raison du large programme de (re)construction des hôpitaux. 48,7 % des déchets ont été recyclés et 16 % mis en décharge. Pour ¼ des déchets, le ministère de l'Environnement avoue de ne pas avoir de données disponibles en matière de traitement.

S'agissant des déchets municipaux, la production par habitant a connu une augmentation pour atteindre 488 kg / habitant / an, s'approchant de la moyenne européenne (511 kg / habitant / an). La part de recyclage est passée de 9 % en 2010 à 51 % en 2024, en ligne avec la moyenne européenne. La mise en décharge a baissé de 81 % en 2010 à 38 % en 2024 mais reste stable depuis 2022. Ainsi, la Slovaquie décroche tant de la moyenne européenne (22 %) que de son objectif de 10 % en 2035.

Enfin, la stratégie vise également une gestion des déchets durable, focalisée sur la transition vers l'économie circulaire, à l'horizon 2035. Cet objectif est en droite ligne avec la stratégie européenne de l'UE de fermeture du cycle des matériaux, afin de réduire la dépendance aux ressources vierges, diminuer les déchets et atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.

LITUANIE

Infrastructure

- Rail Baltica

La Cour des Comptes Européenne a actualisé son audit de 2020 sur les infrastructures phares de transports de l'UE (ITP) dont le projet Rail Baltica fait partie. Selon les auditeurs, compte tenu des retards (>4 ans pour Rail Baltica) et de la hausse des coûts (x4 pour atteindre 23,8 Mds€ pour Rail Baltica) relativement aux estimations initiales, l'objectif d'achèvement du projet d'ici 2030 est difficilement envisageable. La Cour des Comptes européenne explique cela par des erreurs d'estimations préalable et des modifications dans le périmètre et la conception du projet. Toutefois, la partie lituanienne du projet est déjà amorcée : les travaux de construction s'étendent sur une longueur de 114 km d'infrastructures dont 8,8 km de voies ferrées posées, tandis 96 km de la ligne Kaunas-Varsovie sont en phase de rénovation et que des appels d'offre ont été déposés pour d'autres tronçons. Dans la foulée de la publication de ce rapport, LTG Infra, filiale de LTG en charge du développement des infrastructures ferroviaires et donc du projet Rail Baltica, a signé un contrat avec la filiale locale de l'entreprise suédoise Tyrens pour l'achat de parcelles à Panevėžys et autour de certaines gares régionales. Un autre contrat a été signé avec une Joint-Venture composée des entreprises locales, Atamis et Project House pour la réalisation de travaux sur les systèmes d'ingénierie sur le segment entre Kaunas et la frontière lettone. Le coût de l'ensemble des travaux est évalué à 7,3 M€.

Plus d'information : [LTG Infra prepares for Rail Baltica land acquisition in Panevėžys Railway Node and regional station areas - Ministry of Transport and Communications. „Rail Baltica“ Lietuvoje pasiekė brandą: aktyvūs visi ruožai | LTG Infra. Rapport spécial 02/2026 : Infrastructures de transport de l'UE, Preparatory works for the construction of the Kaunas-Vilnius section of the Rail Baltica – soon - LRT](#)

Transport

- maritime

Le fret maritime a progressé en 2025 (+10% en g.a.), porté par le dynamisme du port de Būtingė et son terminal pétrolier (+5% en g.a.) mais surtout par la hausse des activités du port de Klaipėda (39 Mt, soit +11% en g.a.), alimentées par l'augmentation du trafic de containers (12,9 MT soit +29%), du « ro-ro¹ » (6,5 MT soit +6%) ainsi que des importations de GNL (2,4 MT soit +19%²). Avec l'essor des projets d'infrastructures, les importations de matériaux de construction ont augmenté (2,1 MT soit +3%). En revanche, le trafic de céréales s'est replié (3,9 MT soit -7%) principalement à cause de la moins bonne récolte et de la captation par le port de Riga de certaines cargaisons lituaniennes de céréales. Les exportations de métal et de bois majoritairement destinées à l'Amérique du Nord se sont contractées (respectivement -95% et -16% en g.a.). En 2025, Klaipėda détenait 41% des parts de marchés des ports baltes, une position que les autorités portuaires souhaitent consolider avec différents projets d'extension et de diversification : nouveau terminal containers, création d'une base de pré-assemblage d'éoliennes offshore, production d'hydrogène ou encore le développement du port de plaisance et des terminaux de croisière (415 000 passagers internationaux en 2025). En 2025, 55% des flux étaient sortants, ce qui souligne la transition entamée en 2023 (suite à la guerre en Ukraine et aux sanctions européennes qui s'en sont suivies) où Klaipėda est passé d'un port orienté vers l'export (65% des flux en 2015) notamment d'engrais biélorusses (31% des exportations en 2021) à un port orienté vers l'import notamment de containers pour transbordement, de GNL et de matériaux de construction.

¹ Acheminement maritime de marchandises roulantes

² Effet de base après l'arrêt pendant un mois pour maintenance du terminal de regazéification

Infrastructure

- construction

Le secteur de la construction poursuit sa progression en 2026, en témoignent les prévisions de croissance de Eika, acteur majeur du secteur qui après une bonne année 2025 (71 M€ de contrat et multiplication par deux de la main d'œuvre), notamment portée par la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Vilnius, prévoit en 2026 de signer pour 100 M€ de contrat. En 2026 la commande publique devrait continuer de soutenir l'activité du secteur, à travers les grands projets d'infrastructures (Rail Baltica, Via Baltica) ou les constructions immobilières. La ville de Vilnius a notamment contracté un prêt début 2026 de 168 M€ auprès de la BEI³ et de NIB⁴ pour la construction d'écoles et de crèches. En 2026, l'immobilier résidentiel devrait poursuivre sa progression notamment à Vilnius où deux projets ont été lancés, par Eika (investissement de 70 M€), qui devrait être achevés d'ici 2030 par Darnu Group (38 M€). Des projets similaires ont été lancés à Kaunas par Etapas Group (investissement de 40 M€). L'immobilier commercial est également en croissance, Galio Group a investi 52 M€ pour la construction d'un ensemble à Vilnius tandis que Hanner a achevé la construction d'un Business service center sur le site de l'ancien stade de la ville de Vilnius (investissement de 62 M€). Enfin, la première phase de construction d'un ensemble commercial et résidentiel (investissement de 60 M€) à Klaipėda (Memal city) sur le site des anciens chantiers navals s'est terminé début 2026.

Plus informations : [Real estate projects started and completed in January - Verslo žinios, Eika Construction plans to exceed EUR 100 million in 2026. Eur turnover - Verslo žinios, EIB and HIB lend EUR 168 million to Vilnius. Eur to build kindergartens and schools - Verslo žinios, The first stage of Klaipėda's "Memel City" crossed the finish line - Verslo žinios](#)

Environnement

- filière sylvicole

En 2024 et 2025, la Banque de promotion lituanienne (ILTE) a prêté un total de 250 M€ à la filière-bois, secteur d'exportation, avec un effet d'entraînement sur le secteur de production de meubles, lui aussi exportateur. Autre indicateur du dynamisme de ce secteur, le groupe IKEA a annoncé son intention d'acquérir Euroforest 2, une société lituanienne de production et de vente de bois. Toutefois, ce soutien public se double d'un renforcement de la législation environnementale lituanienne qui vise à limiter l'exploitation sylvicole. Malgré l'argumentaire déployé par de nombreux élus qui mettent en avant la possibilité d'importer du bois depuis d'autres pays de l'Union Européenne, les entreprises du secteur restent critiques face à deux politiques jugées contradictoires.

Plus d'informations : [And to keep the sheep healthy - Verslo žinios, Sweden's Ikea Forestry Investment requests permission to acquire Lithuanian company Euroforest 2 - Verslo žinios, The state has directed a quarter of a billion euros to development and restricted the receipt of raw materials - Verslo žinios](#)

Le ministère de l'Environnement dispose d'un programme « Climate change » destiné, entre autres, aux entreprises participant au système d'échange de quotas d'émission carbone (ETS). Ces entreprises supportent deux fois le coût de ce mécanisme, d'abord directement lorsqu'elles achètent ces quotas puis indirectement lorsqu'elles achètent de l'électricité sur le marché qui intègre le surcoût généré par l'achat de quotas-carbone par son producteur. Début 2026, le ministère de l'Environnement a annoncé que les entreprises de raffinage de pétrole ainsi que de production de plastique et de papier participant au système d'échange

³ Banque Européenne d'Investissement

⁴ Nordic Investment Bank

de quotas d'émission carbone (ETS) seraient toutes éligibles aux financements proposés par le fonds « Climate Change ». Avant d'être accordé, ce régime d'aide d'Etat doit être validé par la Commission européenne. A date, seule l'entreprise productrice d'engrais Achema détenant une usine à Jonava et qui est le premier consommateur national de gaz a eu recours à ce dispositif de financement public particulier.

Plus d'informations : [Participants of the ETS system – oil, plastics, paper companies will be able to receive state aid - LRT](#)

LETONIE

Énergie

En raison de l'hiver rigoureux, les factures de chauffage à Riga pourraient augmenter jusqu'à 60 %, selon l'entreprise municipale de chauffage « Rīgas siltums ». Pour limiter l'impact sur les ménages, les pénalités pour retard de paiement seront suspendues et les résidents en difficulté pourront bénéficier des aides au logement de la municipalité et de l'État. D'autre part, l'Association pour un approvisionnement thermique durable de Riga reproche à « Rīgas siltums » de ne pas acheter une énergie thermique moins chère, ce qui permettrait de réduire les factures de chauffage. Selon l'association, quatre chaufferies indépendantes proposent de la chaleur à des prix nettement inférieurs (20 à 30%) à ceux de la compagnie énergétique « Latvenergo ». De son côté, la direction de « Rīgas siltums » rejette ces accusations, estimant que les producteurs indépendants ne peuvent pas fournir les volumes nécessaires dans certaines zones et que les achats se font conformément à la loi lorsqu'il y a concurrence. Le ministère de l'Économie reconnaît que la procédure d'achat doit être améliorée et a soumis des amendements actuellement examinés par le comité parlementaire.

Plus d'informations : [In Riga, heating bills can increase by up to 60%; «Rīgas siltums» promises to extinguish penalty interest / Article](#)

Transport et infrastructure

Selon le ministère letton des Transports, 314 M€ seront alloués au budget de l'Etat pour la construction et l'entretien des routes en Lettonie en 2026, soit une baisse de 40,6 M€ par rapport à 2025. À ce montant s'ajoutent 38 M€ de financements de l'UE. Les financements accordés serviront à la construction et à l'entretien des routes nationales et des ponts, ainsi qu'à l'octroi de subventions ciblées aux collectivités locales pour la construction de rues, de trottoirs et de pistes cyclables. Ils permettront également d'assurer la connectivité et la mobilité des habitants dans les régions, ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la sécurité routière. Parmi les projets majeurs figure la mise en œuvre du deuxième PPP dans le secteur routier, portant sur la construction du contournement de Bauska, situé sur l'autoroute reliant Riga à la frontière lituanienne.

Plus d'informations : [EUR 314 million to be allocated for road construction, renovation and maintenance this year](#)

La municipalité de Riga a conclu un contrat de 69,8 M€ HT avec le groupement d'entreprises « Vanšu tilts », portant sur la conception et la reconstruction du pont Vanšu, situé au-dessus de la Daugava et long de près de 594 m. L'attribution du marché a fait l'objet d'un différend, un soumissionnaire concurrent ayant contesté auprès du Bureau de surveillance des marchés publics (IUB) l'évaluation des offres et le choix du lauréat, mais la plainte a été déclarée infondée et la procédure validée. Le maire de Riga, Viesturs Kleinbergs, a précisé que le lancement du chantier est prévu en 2027 afin d'éviter la fermeture du pont. Les travaux renforceront la durabilité de l'ouvrage tout en intégrant des aménagements favorables aux mobilités douces, notamment des infrastructures piétonnes et cyclables.

Plus d'informations : [Rīgas pašvaldība noslēgusi līgumu par Vanšu tilta projektēšanu un būvniecību](#)

Transport

L'année 2025 s'est traduite par une activité globalement stable à l'aéroport de Riga, avec 7,1 M de passagers, soit un niveau comparable à 2024. Parmi eux, 5,7 M étaient des passagers directs et 20 % en transit. Les destinations les plus fréquentées restent Londres, les capitales scandinaves et plusieurs grands hubs européens comme Francfort, Amsterdam et Istanbul. Le fret aérien a progressé de 7 %, atteignant 20 100 t, soutenu par l'arrivée de nouveaux transporteurs cargo et par près de 20 M€ d'investissements en 2025, notamment pour la reconstruction du quai 4, renforçant la capacité cargo et la mobilité militaire. L'aéroport de Riga anticipe pour 2026 une croissance modérée, avec de nouvelles liaisons aériennes et la poursuite de projets structurants en matière d'infrastructures et de durabilité.

Plus d'informations : [L'année 2025 s'est écoulée à l'aéroport de Riga dans un signe d'activité stable, 7,1 millions de passagers ont été desservis | Ministère des Transports](#)

Environnement

En 2025, la Lettonie a bénéficié d'un montant record d'investissements accordés par la Banque européenne d'investissement (BEI), s'élevant à 381 M€, dont plus de 76 M€ provenant du Fonds européen pour l'investissement. Les investissements verts ont dominé les activités de la BEI en Lettonie, représentant environ 90 % des opérations, avec un accent sur l'énergie et les infrastructures. Parmi eux, un prêt de 200 M€ à l'entreprise énergétique « Latvenergo », permettra de moderniser le réseau de distribution électrique, d'améliorer sa fiabilité pour 1,9 M de clients et de préparer le réseau à une intégration accrue des énergies renouvelables.

Plus d'informations : [Latvia receives record-high EIB Group financing of €381 million in 2025](#)

ESTONIE

Énergie

- électricité

Malgré la résilience reconnue du système électrique estonien, l'opérateur de réseau Elering souligne que le pays demeure structurellement dépendant des importations, en particulier en provenance de Finlande via les deux interconnexions EstLink 1 et 2. En 2025, la consommation nationale d'électricité s'est élevée à près de 8,3 TWh, dont environ 3 TWh importés, soit 37 % du total. La production domestique repose à près de 70 % sur les énergies renouvelables, principalement l'éolien (1,3 TWh) et le solaire (1,1 TWh). Si la part des énergies renouvelables continue de progresser, son rythme de croissance tend toutefois à ralentir.

Dans ce contexte, la question de la sécurité d'approvisionnement, liée notamment à la dépendance aux importations, met en évidence la nécessité de développer des capacités additionnelles de production électrique, à la fois renouvelables et pilotables. Le mois de janvier 2026 a illustré ces vulnérabilités : une conjonction de conditions météorologiques défavorables, d'une demande soutenue et d'une offre limitée en production compétitive a entraîné une forte tension sur les prix. Ceux-ci ont progressé de 110 % par rapport à décembre 2025, atteignant 1,5 €/kWh, soit une hausse de près de 70 % en glissement annuel.

Dans cette perspective de renforcement de l'indépendance énergétique et de stabilisation du réseau, l'un des plus importants systèmes de stockage par batteries (BESS) d'Europe continentale a été inauguré le 3 février. D'une capacité totale de 200 MW et de 400 MWh de stockage, le Baltic Storage Platform constitue un projet franco-estonien associant l'énergéticien français Corsica Sole, le fonds d'investissement Mirova et l'entreprise estonienne Evecon.

Par ailleurs, une troisième interconnexion avec la Finlande (EstLink 3) est à l'étude. Le projet comprend la construction d'une section terrestre destinée à raccorder le câble sous-marin EstLink au réseau national et à préparer l'intégration des flux supplémentaires d'électricité. La zone d'Aulepa constitue l'option privilégiée. Le tracé définitif du réseau dans la région sera arrêté en 2027, à l'issue du plan national spécial dédié à la section terrestre, dont la procédure a été engagée par le gouvernement en mai 2025.

- réseau

Le 5 février, Elering et Elektrilevi ont finalisé le premier « Plan de développement du réseau électrique estonien à l'horizon 2040 », élaboré conjointement afin d'assurer une planification intégrée des réseaux de transport et de distribution. Le document vise à anticiper la hausse de la consommation, l'évolution des charges dans les centres urbains et le déploiement de nouvelles solutions énergétiques, tout en optimisant les coûts pour la collectivité.

Les investissements prévus sur les cinq prochaines années devraient accroître de 400 MW la capacité du réseau. Par rapport aux plans antérieurs, le bénéfice socio-économique est estimé à au moins 54 M€, avec des économies particulièrement significatives dans les principales agglomérations (Tallinn, Tartu, Pärnu). Les mesures retenues seront intégrées aux plans de développement respectifs des deux opérateurs, dont la prochaine publication est attendue à l'été 2026.

Plus d'informations : <https://elering.ee/eleringi-ja-elektrilevi-uhine-arengukava>

Par ailleurs, les gestionnaires de réseau de transport des Etats baltes et de la Pologne bénéficieront de 112,5 M€ au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF), dont 50,9 M€ pour l'Estonie via Elering, afin de renforcer la protection et la résilience des infrastructures électriques transfrontalières. Ces financements soutiendront des mesures de sécurisation physique et de surveillance avancée des nœuds critiques du réseau, dans un contexte de risques hybrides accrus, et s'inscrivent dans la continuité de la synchronisation des réseaux baltes avec l'Europe continentale.

- biométhane

Le ministre de l'Energie et de l'Environnement Andres Sutt a signé le 19 janvier un règlement prévoyant un soutien à la création d'un point d'injection de biométhane dans le réseau de transport de gaz. Dotée d'une enveloppe de 2 M€, la mesure vise la mise en service d'au moins un point public permettant l'injection annuelle d'un minimum de 33 GWh. La production nationale de biométhane, lancée en 2018, a été multipliée par sept pour atteindre 275 GWh en 2024 et pourrait s'élever à 1,4 TWh d'ici 2035, en ligne avec les objectifs d'1 TWh de gaz renouvelables fixé par le plan énergétique ENMAK 2035.

- hydrogène

Les partenaires du projet de corridor hydrogène nordique-balte (Nordic-Baltic Hydrogen Corridor, NBHC) ont lancé, le 14 janvier, une consultation auprès des acteurs de marché afin de recueillir des contributions indicatives et non contraignantes sur les perspectives de production, de consommation et de transport transfrontalier d'hydrogène. Cette démarche vise à éclairer la conception technique et commerciale des futures infrastructures et à évaluer les besoins en nouvelles capacités, dans une perspective de renforcement de la sécurité énergétique européenne et de transition vers la neutralité climatique. La consultation est ouverte jusqu'au 31 mars 2026.

Dans ce cadre, l'Estonie considère sa participation comme un choix stratégique, susceptible de maintenir ouvertes des perspectives en matière de transit et d'investissements

industriels. Le projet de gazoduc reliant la Finlande à l'Allemagne, impliquant six pays, pourrait traverser les comtés de Pärnu ou de Valga. D'une longueur totale estimée à 2 500 km, dont 200 à 250 km sur le territoire estonien, l'ouvrage nécessiterait la construction d'un nouveau tronçon terrestre entre la côte nord et la frontière lettone. Le coût estimé des études de planification s'élève à 3 M€, financés à 50 % par l'UE ; une décision gouvernementale est attendue prochainement.

Plus d'informations : <https://nordicbaltichydrogencorridor.com/call-for-interest/12>

Transport

- électromobilité

Le 28 janvier, la Chambre de commerce et d'industrie estonienne a critiqué l'initiative de la Commission européenne visant à imposer des objectifs obligatoires pour la part de véhicules zéro et faibles émissions dans les flottes des grandes entreprises. Selon la proposition, la part de véhicules zéro et faibles émissions parmi les nouvelles voitures particulières pour grandes entreprises devrait atteindre 55 % d'ici 2030 et 76 % d'ici 2035, tandis que pour les utilitaires légers, les objectifs seraient de 32 % en 2030 et 76 % en 2035.

La Chambre estime que ces obligations risquent d'augmenter fortement les coûts pour les entreprises, en raison du prix élevé des véhicules électriques et de l'insuffisance des infrastructures de recharge rapide, actuellement limitées en Estonie. Elle recommande une approche plus flexible et technologiquement neutre, incluant par exemple le recours aux biocarburants, pour réduire les émissions de manière efficace sans imposer de contraintes excessives.

Plus d'informations : <https://www.koda.ee/en/news/chamber-does-not-consider-it-necessary-introduce-new-requirements-accelerate-uptake-zero>

Agenda

23-24 février	POWERPOL National Power&Heat Congress , Varsovie
10 mars	Tenue à Paris du 2ème sommet international de l'énergie nucléaire, avec confirmation de la participation du Premier ministre Fico.
16 mars	High-Speed Rail Congress & European Rolling Stock Forum , Łódź
18-20 mars	PowerConnect 2026 , Gdańsk
19-20 mars	Baltic Nuclear Energy Forum , Gdańsk
25-26 mars	EnergyON Summit & H2POLAND 2026 , Poznań
25-27 mars	Climate Summit 2025 , Varsovie
30-31 mars	43. EuroPOWER & OZE POWER , Varsovie
9 avril	6th annual conference "WindWorks 2026" - WEA , Riga
22-24 avril	18th European Economic Congress , Katowice
15-16 septembre	RE-Source Poland 2026 , Varsovie
6-7 octobre	Energy Storage Summit Central Eastern Europe 2026 , Varsovie
17-19 novembre	Future Energy Week Poland 2026 , Varsovie
27 novembre	Conference Look at the Future of Mobility 2026 , Riga

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr